



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

G 20

Question au Gouvernement n° 2903

Texte de la question

G 20

M. le président. La parole est à M. Philippe Vigier, pour le groupe Nouveau Centre.

M. Philippe Vigier. Ma question s'adresse à Christine Lagarde, ministre de l'économie.

Madame la ministre, le Président de la République a placé la présidence du G 20 sous le signe de la régulation en annonçant l'ouverture de plusieurs chantiers ambitieux.

Seules une refonte du système monétaire international, une vraie régulation des marchés et des prix des matières premières et la mise en place d'une taxe sur les flux financiers, que le Nouveau Centre défend depuis 2007, permettront de limiter les effets pervers de la spéculation et d'amorcer un virage décisif pour créer les conditions d'une croissance durable.

C'est un chemin difficile, exigeant et indispensable. Nous vous apporterons tout notre soutien pour que les initiatives françaises emportent l'adhésion des grands pays et qu'il y ait bien un avant et un après-crise.

Cela dit, le lancement de ces chantiers ne permettra pas d'apporter la stabilité de l'économie mondiale si nous ne luttons pas chaque jour contre les attaques que subit l'euro.

Face à une crise qui fait peser une lourde menace sur la souveraineté budgétaire de certains États-membres de la zone euro, la succession de plans de sauvetage décidés en urgence ne peut constituer la seule réponse.

Nous avons besoin d'une Europe politique, d'une Europe forte et solidaire qui protège ses citoyens. Il faut opérer la convergence fiscale et sociale des pays membres de l'Union et poser sans délai la première pierre d'un gouvernement économique européen qui adressera un signal sans ambiguïté aux marchés. C'est à cette condition que l'Europe pourra peser de tout son poids et ouvrir la voie à une vraie régulation mondiale dans la perspective du G 20.

Ma question est simple : quelles initiatives le Gouvernement entend-il prendre avec ses partenaires européens pour faire cesser les attaques contre l'euro et permettre ainsi à l'Europe d'être le véritable moteur de la réussite du G 20 ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe NC.*)

M. le président. La parole est à Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. L'euro est une monnaie solide, monsieur le député, une monnaie de réserve pour un certain nombre de banques centrales. C'est aussi la monnaie d'ajustement des déséquilibres entre d'autres monnaies, entre d'autres zones monétaires. Ce que nous déplorons, c'est l'insuffisance de gouvernance, de cohérence et d'intégration économique au sein de la zone euro.

Le chef de l'État comme l'ensemble des membres du Conseil européen ont demandé aux ministres des finances de mener un certain nombre d'actions. Elles sont de deux ordres.

Il y a d'abord les plans de soutien, les plans d'aide aux États qui sont attaqués et dont la dette souveraine est mise en cause. C'est le plan de soutien à la Grèce, que vous avez voté, c'est le plan de soutien à l'Irlande, en novembre, et c'est surtout le fonds européen de stabilité financière, qui, pour la première fois, hier, a levé avec succès 5 milliards, la demande ayant été neuf fois plus élevée que l'offre.

Ce n'est pas suffisant. Il faut aussi d'autres mesures, des mesures structurelles, des mesures de fond, des mesures qui permettent d'inscrire dans la pérennité la solidité, la stabilité et l'unité de la zone euro. C'est dans ces conditions que le Conseil européen a validé le principe d'un système européen de stabilité qui permette de

porter assistance de manière pérenne quand c'est nécessaire.

Au-delà, le Conseil européen a réaffirmé sa détermination à approuver six directives qui consacreront une plus grande gouvernance économique au sein de l'Union européenne. Cela concernera les déséquilibres macroéconomiques, cela concernera aussi la procédure budgétaire, vous en serez évidemment les premiers acteurs.

Vous le voyez, au sein de l'Union européenne, au sein de la zone euro, nous préfigurons un ordre du jour du G 20 qui concernera notamment la coordination macro-économique avec une meilleure intégration. Je sais que votre groupe y est sensible. *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.)*

Données clés

Auteur : [M. Philippe Vigier](#)

Circonscription : Eure-et-Loir (4^e circonscription) - Nouveau Centre

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2903

Rubrique : Relations internationales

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Économie, finances et industrie

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 27 janvier 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 27 janvier 2011